



**HAL**  
open science

## [CR de lecture] - Repolitiser les ONG

Lucie Laplace

► **To cite this version:**

Lucie Laplace. [CR de lecture] - Repolitiser les ONG. *Alternatives Humanitaires = Humanitarian alternatives*, 2018, 7, pp.126-127. hal-04599559

**HAL Id: hal-04599559**

**<https://hal.science/hal-04599559>**

Submitted on 4 Jun 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lucie Laplace, « Repolitiser les ONG », *Alternatives Humanitaires*, n°7, mars 2018, pp. 123-127. URL : <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2018/03/15/repolitiser-les-ong/>

Compte-rendu de lectures de : Dossier « ONG. Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ? Points de vue du Sud », *Alternatives Sud*, Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve, Belgique, éditions Syllepse, 2<sup>nd</sup> semestre 2017.

Ce numéro de la revue *Alternatives Sud* du Centre tricontinental (CETRI) du second semestre 2017 apporte une contribution intéressante au débat au centre des deux derniers numéros d'*Alternatives Humanitaires*. Les sept articles qui le composent interrogent, en le repolitisant, le débat sur la coopération des ONG avec les acteurs publics et privés (notamment lucratifs). Ils éclairent les causes de la dépolitisation des ONG, les enjeux liés au développement du néolibéralisme qui tendent à réduire le rôle des États et à faire évoluer la culture organisationnelle des ONG (l'instrumentalisation dont les ONG font l'objet, la professionnalisation managériale, ainsi que le paternalisme et la voie « réformatrice » souvent privilégiés) comme l'annonce l'éditorial de Julie Godin.

Dans cette publication se mêlent les analyses de chercheurs et de professionnels du secteur de l'aide. Tous proposent un regard critique pour analyser des phénomènes mondiaux qui touchent l'ensemble du secteur : le risque d'instrumentalisation (chapitre 1 par Thomas Gebauer et Shankar Gopalakrishnan), le paternalisme (chapitre 7 par Léon Koungou). Mais cette critique propose des réflexions sur des zones géographiques telles que l'Amérique latine (chapitre 4 par David Dumoulin Kervran) et en Amérique centrale (chapitre 5 par José Luis Rocha), comme une analyse sectorielle (les ONG environnementales dans le chapitre 8 par Alain Le Sann). D'autres articles sont des études de cas sur des sujets tels que le mouvement indien de femmes (chapitre 2 par Sruka Roy), les ONG palestiniennes (chapitre 3 par Walid Salem), les ONG en Ouganda (chapitre 6 par Maria Nassali).

Dans ce compte-rendu, nous avons choisi de présenter un peu plus en détail deux chapitres : l'un sur la problématique générale de l'instrumentalisation (chapitre 1 par Thomas Gebauer et Shankar Gopalakrishnan), et l'autre sur le cas spécifique des ONG en Ouganda (chapitre 6 de Maria Nassali).

Dans le chapitre 1, Thomas Gebauer et Shankar Gopalakrishnan font un plaidoyer en faveur d'une repolitisation des ONG afin d'éviter le péril de l'instrumentalisation. Ils dénoncent les conséquences des financements institutionnels (vecteurs d'apolitisme), qui impliquent des logiques de contrôle et de performance. Ainsi les ONG auraient tendance à se positionner d'autant plus facilement dans le secteur de l'urgence humanitaire. Ce

positionnement ne permet pas de s'attaquer aux causes profondes des inégalités sociales, et ne peut être un véritable vecteur de justice sociale. Au contraire, il favoriserait un statu quo lié à la culture hégémonique néolibérale selon laquelle il existerait « un monde divisé entre les personnes qui apportent leur aide et celles qui la reçoivent, [qui] paraît bien plus acceptable qu'un monde divisé entre personnes privilégiées et personnes sociales exclues ». Il conviendrait donc d'être particulièrement vigilant quant aux collaborations avec les acteurs promoteurs d'intérêts commerciaux (et lucratifs), comme dans le secteur militaire et sécuritaire et les acteurs « philanthro-capitalistes », qui sont des agences de légitimation politique. Thomas Gebauer propose donc cinq pistes pour permettre aux ONG de se repolitiser : développer leur esprit critique, prendre des positions politiques, développer leur indépendance, réarticuler leur action avec les mouvements sociaux, et accroître leur mise en réseau en faveur de politiques de changement à plus long terme.

Dans le chapitre 6, l'avocate Maria Nassali présente le cas des associations en Ouganda. Ces organisations sont considérées comme des appendices du gouvernement du fait d'un cadre de plus en plus restrictif (durcissement du cadre légal, érosion de la liberté de réunion), propice aux interférences politiques. À ce panorama s'ajoutent de fortes rivalités quant à la captation des ressources de la coopération, et en matière d'insertion dans des réseaux de pouvoir, afin de pouvoir survivre. Ces dynamiques favorisent largement le retranchement des ONG derrière une attitude « apolitique ». L'autrice esquisse un chemin de sortie en faveur du renforcement d'une conscience politique au sein des associations en promouvant une militance (en faveur de sujets auxquels des droits sont attachés) orientée vers la sphère juridique pour continuer à œuvrer en faveur de la justice sociale. Malgré un cas d'étude soulignant le faible espace d'action lié par un contexte autoritaire et le fonctionnement néolibéral du secteur de la coopération, Maria Nassali parvient à faire une proposition pleine d'espoir.

Ce numéro permet de diffuser en français de nombreux articles parus dans des revues anglophones. Les études proposées interpellent par leur actualité et la finesse de leur propos abordant tout en nuances les problématiques de l'aide. Sans condamner les choix faits par les ONG présentées, elles permettent au contraire de poser des questions centrales pour le secteur. Il s'agit d'analyser les choix des ONG et leurs conséquences, tout en tenant compte des contextes dans lesquels ils s'insèrent. Ces articles montrent bien comment les ONG, face à des enjeux qui les dépassent, sont prises dans des logiques néolibérales. Les auteurs insistent : il n'existe aucune formule magique pour résoudre les problématiques auxquelles font face les ONG. Cependant, ce numéro esquisse de véritables pistes d'action, avec intelligence et tact, pour améliorer les marges de manœuvre dans le secteur, appelant à une nouvelle politisation des acteurs de l'aide.

Lucie Laplace, “Repoliticizing NGOs”, *Humanitarian Alternatives*, n°7, march 2018, pp. 126-127. URL : <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2018/03/15/re-politicizing-ngos/>

*Translated from the French by Fay Guerry*

The issue of the CETRI journal *Alternatives Sud* for the second half of 2017 provides an interesting contribution to the debate that has been at the centre of the last two issues of *Humanitarian Alternatives*. The seven articles it contains raise questions by re-politicizing the issue of co-operation between NGOs and public and private (in particular for profit) stakeholders. They help to explain the causes of the de-politicization of NGOs, the challenges arising from the development of neoliberalism, tending to reduce the role of the State and change the organizational culture of NGOs (the instrumentalization to which NGOs are subject, the professionalization of management, paternalism and systematic reform, both often privileged), as announced in the editorial by Julie Godin.

This publication includes analyses by both academics and professionals from the humanitarian sector, examining from a critical point of view the global issues affecting this whole sector: the risk of instrumentalization (Chapter 1 by Thomas Gebauer and Shankar Gopalakrishnan), and paternalism (Chapter 7 by Léon Koungou). But the review provides an insight into geographical regions such as Latin America (Chapter 4 by David Dumoulin Kervran) and Central America (Chapter 5 by José Luis Rocha), as well as a sector-based analysis (environmental NGOs in Chapter 8 by Alain Le Sann). Other articles are case studies on subjects such as the Indian women’s movement (Chapter 2 by Sruka Roy), Palestinian NGOs (Chapter 3 by Walid Salem) and NGOs in Uganda (Chapter 6 by Maria Nassali).

In this report, we have chosen to present two chapters in more detail: Chapter 1 by Thomas Gebauer and Shankar Gopalakrishnan, dealing with the general issue of instrumentalization, and Chapter 6 by Maria Nassali, on the specific case of NGOs in Uganda.

In Chapter 1, Thomas Gebauer and Shankar Gopalakrishnan advocate the re-politicization of NGOs in order to avoid the dangers of instrumentalization. They speak out against the consequences of institutional funding (a vector of apoliticism), involving rationales based on control and performance, which tend to lead NGOs to position themselves more readily in the emergency aid sector. This rules out the possibility of addressing the root causes of social inequalities, and prevents them from constituting a true vehicle of social justice. On the contrary, it favours a status quo linked to the hegemonic neoliberal culture according to which the world seems to be “divided between people who provide aid and those who receive it, [which] appears more acceptable that a world divided between the privileged and the socially excluded”. We must therefore be particularly vigilant as regards any collaboration with stakeholders promoting their own commercial (and profit-making) interests, for instance in the military and security sectors, and “philanthro-capitalists”, who are agencies seeking political legitimacy. Thomas Gebauer

puts forward five pathways to enable NGOs to re-politicize themselves: by developing a more critical mind-set, adopting political stances, becoming more independent, restructuring their actions to bring them in line with social movements and fostering networking to underpin more long-term policy changes.

In Chapter 6, Maria Nassali, a lawyer, presents the situation faced by associations in Uganda, where such organizations are seen as government appendages as a result of an increasingly restrictive environment (tightening of the legal framework and erosion of the freedom of assembly), conducive to political interference. This situation is compounded by strong rivalries as regards the securing of co-operation resources and inclusion in the networks of power, in order to manage to survive. These dynamics largely encourage NGOs to retrench behind an “apolitical” attitude. The author outlines a way out from this through the strengthening of political awareness within associations by advocating militancy (in favour of subjects to which rights are attached) geared towards the legal sphere, with the aim of continuing to strive for social justice. In spite of a case study underlining the limited scope for action in view of the authoritarian context and the neoliberal functioning of the co-operation sector, Maria Nassali manages to put forward a proposal providing much room for hope.

This issue publishes in French many articles that have already appeared in English-language journals. The studies included are challenging, their timeliness and the nuanced nature of their commentaries address the issues of the aid sector with much subtlety. Without going so far as to condemn the choices made by the NGOs presented, rather they raise questions on the core issues of this sector. The NGOs’ choices and their consequences are analysed, while taking into account the contexts in which they occurred. These articles clearly show how NGOs, facing overwhelming challenges, become caught up in neoliberal thinking. The authors insist that there is no magic formula to solve the problems facing NGOs. However, this issue outlines with intelligence and tact some genuine courses of action which could increase the room for manoeuvre in the sector, calling for renewed politicization within the humanitarian community.